



## SOMMAIRE

Page

Point 10 de l'ordre du jour:

Rapports des commissions économiques régionales (*fin*) . 129

Président : M. M. KLUSAK (Tchécoslovaquie).

Présents :

Les représentants des Etats suivants : Belgique, Cameroun, Canada, Dahomey, Etats-Unis d'Amérique, France, Gabon, Guatemala, Inde, Iran, Koweït, Libye, Mexique, Pakistan, Panama, Pérou, Philippines, Roumanie, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Sierra Leone, Suède, Tchécoslovaquie, Turquie, Union des Républiques socialistes soviétiques, Venezuela.

Les observateurs des Etats Membres suivants : Afrique du Sud, Australie, Brésil, El Salvador, Grèce, Hongrie, Irak, Irlande, Italie, Japon, Pays-Bas, Portugal.

Les observateurs des Etats non membres suivants : République fédérale d'Allemagne, Saint-Siège, Suisse.

Les représentants des institutions spécialisées suivantes : Organisation internationale du Travail, Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, Banque internationale pour la reconstruction et le développement, Organisation mondiale de la santé, Union postale universelle.

## POINT 10 DE L'ORDRE DU JOUR

**Rapports des commissions économiques régionales (E/4301, E/4329 et Add.1, E/4354 et Corr.1, E/4358, E/4359 et Add.1, E/4410 et Corr.1 et Add.1 ; E/L.1171) (*fin*)**

1. M. DIENGUÉ (Cameroun) s'associe aux orateurs qui ont félicité les secrétaires exécutifs des commissions économiques régionales : par leur travail inlassable, ils ont fait de ces commissions des organes utiles et efficaces sur lesquels le Conseil peut compter. Les commissions ont un rôle primordial à jouer dans la solution de nombreux problèmes économiques, et les tâches multiples dont elles s'acquittent à l'échelon régional font d'elles un relais très important. Les Etats doivent, certes, fournir un sérieux effort pour rattraper leur retard économique, mais ils ne peuvent le faire que dans la mesure où ils bénéficient de l'assistance des commissions, lesquelles constituent pour eux un véritable terrain de confrontation et de réflexion.

2. Le Cameroun apprécie particulièrement l'assistance technique qu'il reçoit de la CEA ; cette commission lui a consacré des études dans le cadre de l'intégration économique en Afrique centrale.

3. Il est évident qu'il reste beaucoup à faire pour améliorer la coopération économique à l'échelon régional, condition indispensable de l'industrialisation des pays de la région. Les efforts déployés par la CEA dans ce sens ne sont pas négligeables et il faut notamment lui attribuer le mérite de la création de sous-régions. Encore reste-t-il à doter les bureaux sous-régionaux des moyens nécessaires.

4. M. Diengué tient à souligner le rôle de l'Union douanière et économique de l'Afrique centrale, constituée le 8 décembre 1964 par le Gabon, le Congo (Brazzaville), le Tchad, la République centrafricaine et le Cameroun. Cette union douanière marque une étape capitale du processus d'intégration économique. Les pays qui la composent ont su vaincre leurs rivalités pour former un marché de plus de 10 millions d'habitants. Elle a des incidences dans d'autres domaines ; elle s'efforce notamment d'assurer une répartition harmonieuse des investissements. Il s'agit d'un premier pas important vers la création d'un véritable marché commun africain doté de structures économiques et politiques, création que les pays africains appellent de tous leurs vœux.

5. L'agriculture, et notamment la commercialisation des produits de la terre, du fait qu'elle constitue une source essentielle de revenus pour les pays africains, figure au premier plan de leurs préoccupations. Les prix très bas auxquels ces produits sont actuellement écoulés et les fluctuations qu'ils subissent montrent à quel point il est nécessaire de stabiliser les cours et de conclure des accords internationaux sur les produits de base.

6. L'industrialisation du continent africain se poursuit à un rythme très lent, car elle se heurte à de nombreuses difficultés dont la pénurie de capitaux n'est pas la moindre. M. Diengué note avec satisfaction que la CEA se préoccupe de cette question. Les pays africains, pour leur part, ont pris un certain nombre de mesures pour encourager les entrées de capitaux. Le Cameroun, par exemple, offre des garanties et des conditions avantageuses aux investissements étrangers. Il convient d'espérer que ces dispositions inciteront les fournisseurs de capitaux étrangers à modifier leur attitude.

7. Il convient aussi de renforcer les relations entre la CNUCED et la CEA. A ce propos, M. Diengué espère que le concours de la CEA ne fera pas défaut lors des réunions préparatoires de la deuxième session de la Conférence et de cette session elle-même.

8. M. GREGH (France) prend note avec satisfaction de la coopération qui s'est établie entre les commissions économiques régionales et les pays qui en sont membres, mais souligne la nécessité d'une meilleure coopération entre les commissions elles-mêmes. La CEE est saisie de problèmes différents de ceux qui se posent aux autres commissions, du fait qu'elle est composée de pays industrialisés; toutes ces commissions peuvent cependant aider le Conseil à identifier les objectifs communs des Etats Membres de l'ONU et à proposer des solutions permettant d'accélérer le progrès économique et social, notamment dans les pays les moins favorisés. C'est au siège des commissions que la stratégie de la lutte contre le sous-développement dans chaque continent peut être définie avec le plus de précision et de la manière la plus rationnelle. Les commissions apportent un concours précieux aux différents organismes des Nations Unies, notamment dans le domaine de l'expansion des échanges commerciaux, pour l'analyse des conditions d'échange propres à chaque région et la mise au point de projets régionaux d'assistance technique. Elles pourraient accroître encore leur contribution à l'effort commun en faisant bénéficier ces organismes de leur expérience en matière de formation de cadres et de spécialistes et d'amélioration de la productivité et des techniques agricoles.

9. En ce qui concerne la CEE, la délégation française se félicite des perspectives ouvertes par la déclaration adoptée à l'issue des journées commémorant le vingtième anniversaire de la Commission, déclaration qui souligne l'intérêt qu'il y aurait à « transformer l'Europe en un puissant facteur de paix et de compréhension dans le monde » et exprime le désir des Etats membres « d'encourager la création de nouvelles formes de coopération dans les domaines économique, scientifique et technique » (voir E/4329, par. 260). Il faut souhaiter que la mise en œuvre des seize résolutions adoptées à la vingt-deuxième session permettra effectivement à la Commission de tenir compte de l'évolution économique et scientifique et d'orienter ses activités vers de nouveaux domaines. La Commission a montré qu'elle peut contribuer activement à l'étude des méthodes et des techniques les plus modernes de coopération et de développement. En fait, elle joue un rôle de pionnier dans le domaine de la coopération régionale. La délégation française note avec satisfaction qu'elle a décidé d'aider à la préparation de la deuxième session de la CNUCED.

10. La CEAO, pour sa part, a orienté essentiellement ses activités dans deux directions: le développement de la coopération régionale et l'octroi d'une aide technique pour l'établissement des dossiers à soumettre aux organismes de financement international. La France, outre le concours qu'elle a déjà apporté au Comité pour la coordination des études sur le bassin inférieur du Mékong et à l'Institut asiatique pour le développement et la planification économiques, vient d'entreprendre l'étude d'un tronçon de la Route d'Asie. Dans les domaines de la mise en valeur des ressources naturelles et du développement industriel, la Commission a fait œuvre de précurseur, puisque le Comité pour la coordination de la prospection des ressources minérales au

large des côtes d'Asie a précédé le programme quinquennal du Secrétariat, et que le Conseil asiatique du développement industriel a été créé avant l'ONUDI. Il faut souhaiter qu'on établira la coordination nécessaire entre les activités de ces différents organes. La France est disposée à étudier le concours qu'elle pourrait apporter à la mise en œuvre de la formule d'assistance qui consisterait à doter le secrétariat de groupes consultatifs d'experts chargés de mener les enquêtes préliminaires relatives aux différents projets. Pour ce qui est du développement industriel, des ressources hydrauliques et des routes, les experts pourraient être choisis selon les mêmes critères que ceux qui ont été retenus pour la prospection du plateau continental asiatique.

11. La CEPAL demeure le centre où s'élabore la doctrine économique latino-américaine sur les rapports entre pays en voie de développement et pays industrialisés; elle entretient des relations étroites avec les divers organismes latino-américains: Association latino-américaine de libre-échange, Marché commun d'Amérique centrale et Banque interaméricaine de développement. Si le prestige de la Commission est dû incontestablement à la personnalité de M. Prebisch, il ne fait aucun doute que le nouveau secrétaire exécutif, M. Quintana, saura se faire l'interprète objectif des besoins du continent. La France est décidée à maintenir sa coopération pleine et entière avec la Commission et à la faire bénéficier de son expérience en matière de planification.

12. La CEA a obtenu des résultats qui sont loin d'être négligeables dans les domaines du commerce, des ressources naturelles et des communications. Au niveau sous-régional, elle a procédé à un certain nombre d'études et à la mise en place de structures auxquelles la France est disposée à continuer d'apporter son plein appui. La voie suivie par la Commission est bonne, mais il ne serait pas réaliste de penser qu'il n'y aura pas d'obstacles ou qu'il sera possible d'obtenir rapidement des résultats spectaculaires. Les problèmes de l'Afrique sont d'autant plus difficiles à résoudre qu'ils ont des aspects sociaux et humains très complexes. La Commission, cependant, a su rapprocher pays francophones, anglophones et arabophones et leur a fait prendre l'habitude de travailler en commun. Il semble toutefois qu'elle pourrait obtenir de meilleurs résultats encore en s'appuyant davantage sur les organismes de coopération intergouvernementaux existants: unions douanières, conférences de ministres de l'économie, commissions des grands fleuves, etc. L'assistance bilatérale de la France et l'assistance fournie par les organismes internationaux ne semblent pas soulever de problèmes particuliers en Afrique, d'autant moins que les besoins du continent restent grands.

13. En conclusion, M. Gregh rappelle que le développement économique n'est pas un souci propre aux seuls pays en voie de développement. Les Nations Unies se préoccupent de l'écart qui se creuse entre le rythme du progrès économique des régions industrialisées et celui des régions en voie de développement. Quelle que soit cependant la responsabilité qui incombe aux Etats riches dans l'action entreprise pour améliorer les condi-

tions de vie et de travail des peuples moins favorisés, il faut reconnaître que c'est à ces derniers qu'il appartient de prendre les décisions politiques propres à assurer un taux de croissance continu dans une perspective de justice sociale. L'aide économique et technique des uns et l'action intérieure des autres peuvent et doivent trouver dans les commissions économiques régionales un cadre propice au renforcement de la coopération internationale.

14. M. TIMOFEEV (Organisation internationale du Travail) dit qu'on ne saurait sous-estimer l'importance du rôle des commissions économiques régionales dans le développement de la coopération internationale. On peut dire sans exagération que leurs réalisations ont amené l'Assemblée générale et le Conseil économique et social à adopter en 1960 et les années suivantes des résolutions portant sur la décentralisation des activités des organismes des Nations Unies dans les domaines économique et social, ainsi que des mesures visant à renforcer les commissions elles-mêmes. Celles-ci ont élargi par la suite leur champ d'action, et l'OIT apprécie hautement les résultats qu'elles ont obtenus dans le cadre de leurs attributions, de même qu'elle attache une grande valeur aux objectifs à long terme des commissions.

15. L'OIT a établi, depuis de nombreuses années déjà, des relations étroites avec les commissions. Elle collabore avec la CEE à des études sur l'emploi de la main-d'œuvre et l'automatisme. Sa coopération avec la CEA porte sur des questions intéressant la formation de la main-d'œuvre et des cadres, la construction et la mise sur pied de coopératives de construction, les coopératives et le crédit ruraux, la sécurité sociale, les recensements de l'habitation et de la population, les statistiques de la main-d'œuvre. De concert avec la CEPAL, elle s'occupe de la formation de la population active et de la participation des travailleurs à la planification et à l'exécution des plans de développement. En Asie, elle collabore aux travaux poursuivis par la CEAEIO dans le domaine du développement et de la planification économiques, de la recherche de méthodes propres à stimuler le développement social, des aspects administratifs des programmes de planification familiale, de l'équipement des ports, de l'exploitation des ressources hydrauliques, etc. Elle prend part également à l'évaluation quantitative et qualitative des besoins de main-d'œuvre dans le cadre du projet du Mékong. Cette dernière question sera d'ailleurs examinée lors de la sixième Conférence régionale asiatique de l'OIT, qui se tiendra en 1968.

16. L'OIT estime que toutes les conditions sont réunies pour resserrer ses liens avec les commissions économiques régionales. A cette fin, elle fait actuellement porter ses efforts sur la décentralisation de ses activités, dont la caractéristique marquante est la création, dans les villes mêmes où siègent les commissions économiques régionales, d'instituts régionaux chargés de coordonner ses opérations. Cette initiative permettra de maintenir des contacts quotidiens avec les secrétariats des commissions. Dans le même esprit, l'OIT a créé en Afrique un bureau sous-régional. M. Timofeev

termine en déclarant que toutes les mesures voulues seront prises pour accentuer la collaboration avec les commissions économiques régionales, et il formule l'espoir que cette coopération s'élargira encore dans un proche avenir.

17. M. ENCINAS DEL PANDO (Pérou) se félicite des travaux fructueux des commissions économiques régionales. Leurs objectifs sont semblables : dans le secteur extérieur, développer les exportations, améliorer la qualité des produits exportés, adapter le financement aux objectifs de développement en allégeant le service de la dette extérieure ; sur le plan intérieur, moderniser la production et l'orienter vers les secteurs secondaire et tertiaire, améliorer la répartition des revenus, en particulier dans le secteur agricole, éliminer les goulots d'étranglement du secteur agricole traditionnel, etc.

18. Il est indispensable de considérer le développement des régions défavorisées dans un contexte dynamique et de choisir des domaines précis susceptibles d'une action en profondeur. Il s'agit de réorienter l'action internationale : jusqu'à présent, les commissions économiques régionales se sont consacrées essentiellement au secteur extérieur, mais la CNUCED étant maintenant en mesure de les aider, elles pourront s'attacher à résoudre les principaux problèmes intérieurs des pays en voie de développement. La situation, dans la plupart des pays d'Amérique latine, et notamment au Pérou, se présente comme suit : la main-d'œuvre, trop abondante dans le secteur traditionnel, se dirige vers le secteur moderne, et sa migration presque illimitée freine le développement de ce secteur ; son rendement étant faible, il en résulte des revenus bas et, d'autre part, le coût des capitaux est élevé parce qu'il est déterminé à l'extérieur du pays et que l'offre de main-d'œuvre du secteur traditionnel continue à être très élastique. Les perspectives ne sont guère encourageantes : si des transformations de structure ne se produisent pas, l'excédent de main-d'œuvre du secteur traditionnel ne se résorbera pas, et le coût des capitaux ne s'abaissera pas dans le secteur moderne. Celui-ci est dans une situation défavorable face au libre jeu des échanges internationaux de biens, de services, de capitaux et de techniques. En conséquence, il reste sujet à des déséquilibres cycliques ; quant au secteur traditionnel, il demeure en état de stagnation. Dans ces conditions, et sans négliger le secteur extérieur, la stratégie du développement économique doit se tourner vers l'intégration nationale et régionale. A cet égard, les commissions économiques régionales sont appelées à jouer un rôle primordial.

19. En ce qui concerne les travaux de la CEPAL, la délégation péruvienne appuie le projet de résolution soumis au Conseil (E/4359, quatrième partie) et se félicite que la treizième session de la CEPAL doive avoir lieu à Lima. Elle souligne l'importance de la résolution 264 (XII), où la Commission prie son secrétariat d'évaluer les résultats des négociations Kennedy du point de vue de l'intérêt des pays latino-américains ; toutefois, étant donné que le GATT et la Commission des produits de base de la CNUCED procèdent actuellement à une évaluation des résultats de ces mêmes négociations, il

conviendrait de coordonner les diverses études. Cette résolution, à juste titre, met l'accent sur l'expansion du commerce entre les pays d'Amérique latine et les pays à économie planifiée, entre les pays de l'Amérique latine eux-mêmes et entre ceux-ci et d'autres pays en voie de développement, et sur l'application d'un système général de préférences non discriminatoires.

20. La résolution 265 (XII), sur l'intégration économique de l'Amérique latine, a également une grande signification, mais il convient de remarquer que l'intégration ne doit pas se faire seulement au niveau régional, mais aussi au niveau national. Le sous-développement est une forme de désintégration nationale, et le développement exige incontestablement un processus d'intégration nationale.

21. La délégation péruvienne juge très importante la résolution 268 (XII), sur le financement, et notamment le paragraphe 1 du dispositif, mais elle estime qu'une plus grande place aurait dû être réservée à la question du service de la dette et à celle des prêts assortis de conditions; en effet, si les crédits n'étaient pas liés, il serait possible d'acheter des biens d'équipement dans la région et d'y augmenter ainsi la demande globale.

22. A propos de la résolution 279 (XII), sur les relations avec l'ONUDI, M. Encinas del Pando rappelle que le Pérou a proposé que le siège régional de l'ONUDI soit établi à Lima.

23. M. AZIMI (Iran) se félicite des travaux de la CEAEO. Ainsi qu'il ressort de l'exposé du Secrétaire exécutif de cette commission à la 1491<sup>e</sup> séance, le développement économique de l'Asie, qui avait été satisfaisant de 1960 à 1964, a subi, à la suite d'une sécheresse exceptionnelle, un ralentissement en 1965 et une régression en 1966. Pour remédier à cet état de choses, les pays d'Asie doivent faire le maximum d'efforts, mais ils ont besoin du concours des pays industrialisés et développés. Seule une collaboration étroite entre la CEAEO, la Direction des opérations d'assistance technique, le PNUD, la CNUCED, l'ONUDI et d'autres organismes permettra la réalisation de grands projets régionaux importants dans différents domaines économiques.

24. L'Iran attache une importance particulière à la coopération régionale, facteur principal du développement économique et social des pays en voie de développement. Un exemple encourageant de coopération régionale est la création, en 1964, de l'Organisation de coopération régionale pour le développement, qui associe l'Iran, le Pakistan et la Turquie. M. Azimi est convaincu que des relations étroites s'établiront bientôt entre cette organisation et les organes des Nations Unies qui s'occupent principalement de coopération économique et sociale, notamment le Conseil économique et social. Il espère d'autre part que la Banque asiatique de développement, ouverte en décembre 1966, recevra une contribution généreuse des pays développés, ce qui aidera les pays d'Asie dans leur développement économique.

25. La délégation iranienne se réjouit du succès de la première Foire internationale d'Asie, tenue à Bangkok en novembre-décembre 1966, et donne l'assurance que

l'Iran fera tout son possible pour assurer le succès de la deuxième Foire, qui doit avoir lieu en 1969 à Téhéran; elle espère que grâce à la participation d'un grand nombre de pays, cette foire pourra favoriser l'accès des produits manufacturés des pays en voie de développement aux marchés des pays développés.

26. L'idée du Secrétaire exécutif de la CEAEO d'organiser une conférence des ministres asiatiques des transports et des communications pour faciliter la circulation internationale, régionale et locale et traiter des problèmes connexes mérite de retenir l'attention du Conseil. Le projet de mise en valeur du Mékong est un exemple frappant de coopération régionale entre de nombreux pays et plusieurs institutions spécialisées des Nations Unies; il est souhaitable que des projets analogues soient réalisés dans d'autres régions en voie de développement. M. Azimi souligne également l'importance du rôle de la CEAEO dans la formation de personnel technique de différentes catégories.

27. M. ZOLLNER (Dahomey) se félicite du travail constructif accompli par les commissions économiques régionales. En ce qui concerne la CEA, il apprécie à sa juste valeur l'*Etude sur la situation économique de l'Afrique* (E/CN.14/370) et note avec satisfaction qu'on envisage de publier, à partir de 1967, une *Etude* annuelle sur la situation économique de l'Afrique.

28. La délégation dahoméenne partage les inquiétudes de la CEA au sujet des pays nouvellement indépendants, comme le Lesotho, le Botswana et le Souaziland, qui se trouvent dans une situation délicate du fait de leur emplacement géographique et de leur dépendance économique à l'égard de l'Afrique du Sud. Il espère que tout sera mis en œuvre pour renforcer l'indépendance économique de ces pays, gage d'une véritable indépendance politique.

29. Le Gouvernement dahoméen souscrit aux idées du Secrétaire exécutif de la CEA concernant l'agriculture. Le deuxième plan quadriennal du Dahomey est essentiellement axé sur l'agriculture, car le Dahomey est persuadé que des perspectives de développement considérables existent dans ce domaine si l'on modernise les méthodes de culture et si l'on agrandit les superficies cultivées. Cependant, les conditions de rémunération des produits tropicaux sur le marché mondial annulent partiellement les effets du développement agricole; c'est la raison pour laquelle les espoirs des pays en voie de développement se tournent vers l'industrie, qui leur paraît un moyen rapide de développement. Là aussi, d'ailleurs, il existe des obstacles, ainsi que le relève le Secrétaire exécutif. C'est dans la valorisation des ressources humaines que les capitaux disponibles peuvent trouver leur emploi le plus efficace.

30. Dans le domaine industriel, le problème le plus grave est l'exiguïté des marchés, d'où la nécessité d'une intégration économique régionale. Il convient de signaler, à ce sujet, les liens qui viennent de s'établir entre douze pays d'Afrique de l'Ouest; la délégation dahoméenne espère que tous les pays africains se rendront compte de l'intérêt qu'il y a à avancer dans la voie d'une intégration régionale. Les pays développés sont favorables à l'idée d'une intégration régionale, notamment en



Afrique, et manifestent de l'intérêt pour les projets intéressant plusieurs pays de la même région. Cependant, il conviendrait de prévoir une période de transition, car les pays en voie de développement ont consacré jusqu'à une date récente leurs ressources à des projets nationaux, et il leur faut le temps d'opérer la conversion nécessaire. Le financement du développement ne devrait donc pas être réservé exclusivement aux projets multinationaux, mais il devrait tenir compte dans une large mesure des projets nationaux, en particulier dans le domaine de l'agriculture.

31. Le PRÉSIDENT invite le Conseil à se prononcer sur les projets de résolutions relatifs aux rapports annuels des commissions économiques régionales et présentés par chacune des commissions dans la quatrième partie de son rapport.

*A l'unanimité, le projet de résolution relatif au rapport de la CEE (E/4329) est adopté.*

*A l'unanimité, le projet de résolution relatif au rapport de la CEAE (E/4358) est adopté.*

*A l'unanimité, le projet de résolution relatif au rapport de la CEPAL (E/4359 et Add.1) est adopté.*

*A l'unanimité, le projet de résolution relatif au rapport de la CEA (E/4354 et Corr.1) est adopté.*

32. M. GREGH (France) appelle l'attention du Conseil sur la note du Secrétaire général (E/4329/Add.1) concernant les incidences financières des décisions prises à la vingt-deuxième session de la CEE. Il demande si le Conseil doit prendre note de ce document et si un document analogue existe pour les autres commissions économiques régionales.

33. M. KASSUM (Secrétaire du Conseil) répond que les incidences financières sont mentionnées dans les rapports des commissions et qu'on ne prévoit pas de dépenses supplémentaires.

24. Le PRÉSIDENT fait observer qu'en adoptant le rapport de la CEE, le Conseil a entériné les incidences financières exposées dans le document E/4329/Add.1.

La séance est levée à 17 heures.